



**PRÉFET
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
2 quai de Verdun
82000 Montauban

Montauban, le 12/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/08/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

NUTRIBIO

Avenue Fernand Belondrade
BP 805
82000 Montauban

Références : JR/S 2025-0301
Code AIOT : 0006802449

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/08/2025 dans l'établissement NUTRIBIO implanté Avenue Fernand Belondrade BP 805 82000 Montauban. L'inspection a été annoncée le 30/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection fait suite au signalement au bureau de la police de l'eau le mardi 29 juillet d'un dépôt inhabituel qui recouvre le fond du cours d'eau le Tescou, en aval du rejet de la station de traitement des effluents de process de l'usine Nutribio.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NUTRIBIO
- Avenue Fernand Belondrade BP 805 82000 Montauban

- Code AIOT : 0006802449
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Nutribio exerce une activité de transformation de lait et de ses produits dérivés et notamment du lait infantile en poudre conventionnel ou bio.

Cet établissement est autorisé au titre de la législation des installations classées par un arrêté préfectoral du 15 janvier 2001 modifié en dernier lieu par l'arrêté du 3 décembre 2024.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Pic de pollution

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Valeurs limites et surveillance des rejets dans l'eau	AP Complémentaire du 14/11/2023, article 3	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate que le fonctionnement actuel des installations est susceptible d'entraîner des dépassements ponctuels des valeurs limites autorisées d'émission de substances vers le cours d'eau le Tescou. Cette situation amène l'inspection à proposer un projet d'arrêté préfectoral visant à ce que l'exploitant étudie et mette en œuvre des solutions lui permettant de corriger les dysfonctionnements pouvant impacter le milieu extérieur.

Dans l'attente, une surveillance renforcée de ses rejets aqueux, en particulier lors d'opérations susceptibles d'entraîner des à-coups hydrauliques, est à mettre en place.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Valeurs limites et surveillance des rejets dans l'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/11/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Effluents aqueux
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions prévues dans l'arrêté ministériel du 27 février 2020, l'exploitant respecte les valeurs limites et conditions de surveillance suivantes :

Paramètre	Débit limite (⁽¹⁾ m ³ /j)	Débit maxi (⁽²⁾ m ³ /j)	Moyen n ^e mensuelle (m ³ /j)	Conce ntratio n limite (⁽¹⁾ mg/l)	Conce ntratio n maxi (⁽²⁾ mg/l)	Moyen n ^e mensuelle (mg/l)	F l u x limite (⁽¹⁾ kg/j)	F l u x Maxi ⁽²⁾ (kg/j)	Moyen n ^e mensuelle (kg/j)
MES	1190	1309	1202	27	50	30	32	64	36.1
DBO5	1190	1309	1202	10	20	11	12	24	13.2
DCO	1190	1309	1202	60	120	66	71	142	79.3
N Global	1190	1309	1202	10	20	11	12	24	13.2
P Total	1190	1309	1202	1.8	3.6	2	2.2	4.4	2.4
Chloru r e s (C l -)	1190	1309	1202	-	-	-	-	-	-
Z i n c et ses comp osés	1190	1309	1202	-	-	-	-	-	-

(⁽¹⁾) les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures - 10% des résultats de ces mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites sans toutefois dépasser les valeurs maxi ⁽²⁾.

Ces 10% sont comptés sur une base mensuelle.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection les valeurs d'autosurveillance journalières des rejets en sortie de la station d'épuration des mois de juin et de juillet 2025.

L'inspection constate de nombreux dépassements des volumes autorisés des rejets, accompagnés surtout au mois de juillet par des dépassements des valeurs autorisées concernant les matières en suspension, la demande chimique en oxygène, le phosphore et l'azote.

L'exploitant explique que différents événements liés à la production, notamment en lien avec l'évaporateur n°1, peuvent entraîner des à-coups hydrauliques vers la station d'épuration.

Ces à-coups hydrauliques sont difficiles à lisser du fait d'un volume maximum disponible dans le

bassin tampon limité à 300 m³. Et ils sont particulièrement impactants au niveau du clarificateur, l'augmentation du débit entrant pouvant provoquer des remontées du voile de boues, jusqu'à entraîner leur rejet vers le milieu extérieur.

La présence des agents d'exploitations de la station permet généralement de détecter visuellement ces remontées des boues, et d'agir en demandant aux équipes de production de limiter et décaler dans le temps les apports d'effluents supplémentaires. L'absence de personnel les soirs et les week-end ne permet plus cette surveillance, et peut aboutir à des rejets non-conformes dans le Tescou.

L'exploitant explique avoir débuté le projet de modification de ses installations afin de remplacer l'évaporateur n°1.

L'implantation d'un bassin tampon supplémentaire de 800 m³ est également à l'étude, mais le projet se heurte à une disponibilité foncière limitée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La fréquence des dépassements des valeurs limites autorisées des rejets de la station d'épuration vers le milieu extérieur (cours d'eau le Tescou) amène l'inspection à proposer un projet d'arrêté préfectoral visant à prescrire à l'exploitant la transmission d'une étude technico-économique :

- identifiant les événements de production pouvant entraîner des à-coups hydrauliques vers la station d'épuration en évaluant pour chacun leur fréquence et la quantité d'effluents envoyés à la station ;
- évaluant la capacité de la station d'épuration à traiter ces à-coups hydrauliques et en déterminant les situations dans lesquelles, la station ne serait plus en mesure de les traiter sans impact sur le Tescou ;
- définissant les mesures techniques et organisationnelles (surveillance renforcée, etc.) permettant de réduire la fréquence de ces événements de production et la quantité d'effluents envoyée à la station lors de ces événements ;
- définissant les mesures techniques et organisationnelles permettant d'améliorer la capacité de la station à traiter ces à-coups hydrauliques.

Cette étude détaille le planning de réalisation associé.

Dans l'attente, l'exploitant doit mettre en œuvre, une surveillance renforcée de ses rejets aqueux en particulier lors d'opérations susceptibles d'entraîner des à-coups hydrauliques. Il définit une procédure précisant les modalités de surveillance renforcée, de sa traçabilité, et les mesures correctives à mettre en place en cas d'anomalies détectées. Cette procédure est affichée au niveau de la station d'épuration et fait l'objet d'une formation du personnel en charge de la station.

Cette prescription est également reprise dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois